

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19211 - 74ÈME ANNÉE

Demain entre le Jardin de l'État et la préfecture

## Manifestation pour partager les richesses pas la misère



Une manifestation rassemblant confirmation de l'élargissement prise en main par les Réunion- des gilets jaunes, des syndicats du mouvement social commencé nais du destin de La Réunion. et des associations de protec- le 17 novembre dernier par les tion de l'environnement aura lieu gilets jaunes. C'est un appel à la demain à Saint-Denis. C'est la convergence des luttes et à la

Plus de deux mois après le début du mouvement social, la solution n'a toujours pas changé car aucune mesure n'est venue ouvrir l'espoir d'une amélioration de la situation. Ceci amène à une évolution des modes d'action. Des gilets jaunes ont choisi d'être des acteurs d'un front ouvert comprenant les syndicats. Un aperçu de cette tactique a pu être entrevu mardi devant la préfecture, quand des représentants de FO et de gilets jaunes ont participé à une prise de parole qui s'est transformée en défile.

Demain, c'est une action d'ampleur encore plus importante qui est prévue. Ce sera une manifestation entre le Jardin de l'État et la préfecture à Saint-Denis. Elle vise à donner un nouveau souffle à la mobilisation initiée par les gilets jaunes qui atteint son pic d'intensité au cours de ces deux premières semaines, entre le 17 novembre et la venue de la ministre des Outremer. Elle a notamment pour thème la lutte contre la vie chère, et un des mots d'ordre sera « partager les richesses pas la misère ». C'est ce que précise un communiqué d'un groupe de gilets jaunes :

### « Réaliser la convergence des luttes sociales »

« Les citoyens et gilets jaunes de l'île appellent donc l'ensemble des Réunionnais qui se sont manifestés durant les 2 premières semaines à marcher ensemble contre la vie chère avec les citoyens toujours mobilisés. Nous appelons également l'ensemble des associations, des collectifs et des syndicats qui défendent l'intérêt général, la protection de l'environnement, qui luttent contre la corruption des élus, qui luttent pour de meilleures conditions de travail, pour des augmentations de salaires et pour l'augmentation des minima sociaux à nous rejoindre parce que tous ensemble nous se-

rons plus forts. ALON MET LA MIN ANSANM ! 4 TI FOURMI I RAL IN GRO KANKRELA !

Il est temps de réaliser la convergence des luttes sociales, de marcher à l'unisson et d'arrêter de se diviser. Montrons à nos élus et au gouvernement que les Réunionnais ne sont pas des citoyens de seconde zone et qu'on mérite le respect et le droit à une vie digne. 40 % des Réunionnais vivent sous le seuil de pauvreté et 39 % des jeunes sont au chômage, c'est inacceptable !

### « Reprenez votre destin en main »

Réunionnaise, Réunionnais, reprenez vos droits, exigez des réponses, exigez de nos élus l'irréprochabilité et surtout reprenez votre destin en main.

Venez marcher avec nous pour une vie meilleure ce samedi 9 février à 9h au jardin de l'état.

Il est temps d'arrêter de survivre et de se mettre à vivre - NOUT DESTIN DAN NOU MIN !

Liste des collectifs – associations et syndicats se joignant à la marche du 09/02/2019 contre la vie chère :

Collectif Citoyen pour le Climat, Grenache Réunion, Collectif TOUCH PA NOUT ROCHE, Collectif LATANIERS NOUT KER D'VIE, AT-TAC, Association AFDAR : Association Féminine pour le développement Agricole Réunionnais, Association Vieille garde Réunion, Association Contribuables 974, Associations Les révoltés du 974, Syndicat FSU, Syndicat CGTR »

### Pour la hausse des salaires, des bourses, des retraites et des minima sociaux

Pour sa part, la CGTR viendra avec ses banderoles, ses revendica-

tions :

« Depuis le COSPAR le malaise social n'a cessé de grandir à la Réunion. La crise, elle est sociale et, elle est aussi politique.

Nous arrivons à la fin d'un processus qui appelle à une réflexion partagée et solidaire de toutes les Réunionnaises et de tous les Réunionnais. Participer à la réflexion sur la problématique de développement exige que l'urgence sociale soit satisfaite notamment en direction de la jeunesse, des privé.e.s d'emploi, des travailleurs.euses pauvres, des retraité.e.s, des bénéficiaires de minima sociaux :

- SMIC à 1800 euros
- 300 euros nets pour les retraites, Minima sociaux, bas salaires et bourses étudiantes
- Égalité salariale femme / homme
- Réduction du temps de travail
- Fin des temps partiels imposés
- Application des conventions collectives Nationales
- Transparence sur la réalité économique des entreprises pour de vraies négociations lors des NAO
- Résorption de l'emploi précaire dans tous les secteurs publics et privés
- Arrêt des suppressions de postes dans les fonctions publiques
- Plan de rattrapage en emplois publics
- Interdiction de licencier pour les entreprises faisant des profits
- Paiement des dettes sociales et fiscales
- Baisse de 5 euros sur la bouteille de gaz
- Baisse de 20 % sur les produits de consommation courante
- Gel des loyers dans le logement social et le logement privé à minima pour 2019 »

## Edito

# Que retenir de la visite de Mélenchon et Le Pen chez Macron ?

**M**ercredi Jean Luc Mélenchon et Marine Le Pen ont répondu à l'invitation d'Emmanuel Macron, dans le contexte du Grand Débat.

Reçus séparément, le premier est resté plus d'une heure, le deuxième plus de 2 heures. A la sortie, en quelques minutes, ils ont résumé à la presse le contenu des échanges qu'ils ont eu avec le locataire des lieux, sans omettre l'ambiance de la rencontre. Que retenir de tout ça ?

La première remarque : ils sont devenus fréquentables. Les propos sur "le respect des institutions" sonnent faux quand on connaît la charge médiatique appelant "Macron démission" ! Ce faisant ils s'en sont remis à Macron. S'agit-il d'une erreur ? L'avenir jugera.

La deuxième remarque : les échanges ont eu lieu à huis-clos. Aucun interlocuteur n'ignorait les positions publiques de l'autre. Pourquoi les invités n'ont-ils pas réclamé la diffusion des échanges ? Apparemment, il n'y avait rien de secret. L'opinion reste sur sa faim.

La troisième remarque : ce traitement spécial met les indignés réunionnais mal à l'aise. Ils ont fustigé leurs frères et sœurs des colonies ayant répondu présents à la rencontre avec Macron. Mais là, au moins, tout était en direct. La transparence de la vie publique est une revendication essentielle des Gilets Jaunes.

Voici une illustration : la proposition de Maurice Gironcel d'élaborer un plan global et cohérent pour traiter de manière durable les problèmes de La Réunion a été vue et entendue. Tout était écrit. En 4 minutes, l'essentiel a été dit. Ce plan doit être fait par les Réunionnais pour les Réunionnais.

**J.B.**

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
71<sup>e</sup> année  
Directeurs de publication :  
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany  
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;  
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX  
Rédaction  
TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re  
SITE web : www.temoignages.re  
Administration  
TÉL. : 0262 55 21 21  
Publicité : publicite@temoignages.re  
CPPAP : 0916Y92433

## Conférence le 13 février à l'Université

# Le parcours exceptionnel de Francis Sautron à Madagascar

Dans le cadre des « Conférences de la Faculté des Lettres », l'UFR Lettres et Sciences Humaines annonce une conférence de Raoul Lucas (Professeur des Universités) et de Ary Yee Chong Tchi Kan (Secrétaire aux affaires internationales du Parti Communiste Réunionnais) sur le thème « Le parcours exceptionnel d'un jeune Réunionnais Francis Sautron à Madagascar et à La Réunion » le 13 février 2019, à partir de 17h00, en amphithéâtre 3 Ottino (UFR LSH - Campus du Moufia). Cette manifestation est organisée par l'association REAGIES.

« Né en 1925 au Tampon (La Réunion). Envoyé à Madagascar en 1944 pour y effectuer son service militaire, en poste à la direction du Commissariat de la Marine à Diego Suarez (Madagascar), il est démobilisé sur place en octobre 1946. Il s'engage alors auprès des forces démocratiques et anticolonialistes qui réclament l'indépendance du pays. Francis Sautron sera élu premier Maire de Diego-Suarez en 1957 sous l'égide de l'UPM. Il sera réélu en 1959 sous l'étiquette de l'AKFM. Il jouissait d'une grande popularité. Ce qui ne fut pas du goût du Président malgache Philibert Tsiranana qui prit une Ordonnance pour le démissionner sous prétexte qu'il n'est pas Malgache. Pour son engagement, il a été également licencié de son travail. En pleine répression, il retourne à La Réunion où il continuera des activités syndicales et politiques. Il fera partie des fondateurs et administrateurs de la Caisse des Retraites Complémentaires puis de l'Assedic.

Francis Sautron a été fait Chevalier de la Légion

d'Honneur et Chevalier dans l'Ordre National de la République Malgache. Il est décédé en 2013.

Quelles leçons pouvons-nous tirer 60 ans après cet engagement exceptionnel ? »

The poster features the title 'Les conférences de la Faculté des Lettres' at the top, with the logo of the Faculty of Letters and Human Sciences. Below this, the speakers are listed: Raoul Lucas, Professeur des Universités, and Ary Yee Chong Tchi Kan, Secrétaire aux affaires internationales du Parti Communiste Réunionnais. The date and time are '13 février 2019 - 17h00' at the 'Amphithéâtre 3 Ottino'. The main title of the conference is 'Le parcours exceptionnel d'un jeune Réunionnais Francis Sautron à Madagascar et à La Réunion'. A detailed biography of Francis Sautron is provided in French, followed by the question 'Quelles leçons pouvons-nous tirer 60 ans après cet engagement exceptionnel ?'. At the bottom, logos for the University of La Réunion, REAGIES, and BTCR are displayed.

## In kozman pou la rout

### « Krédi i pèye pa son kor »

Dan la boutik lontan l'avé bann désin in pé drol-drol : in boug gra gro-vant avèk in bèl sigar dann bèk é in boug mèg flanké vèye pa koman. Dsou lo gro-gra l'avé : « li téi vann kontan », dsou lo mèg flanké lété marké : « i téi vann krédi. ». Karikatir-la i aramenn anou dsi nout kozman pou la rout marké an-o la. Alor krédi sa in bon zafèr, sa in mové z'afèr ? Dann tan lété in mové zafèr mé koméla : san krédi la poinn komèrs. San krédi demoun i gingn pa ashète arien. Mi souvien kan krédi l'ariv an kantité la famiy téi mète an gard : Mon n'anfan ashté kontan, ashté pa krédi. Krédi ou va pèye pli shèr ! Pars, boudikont, krédi i pèye son kor é pliské. Lo tan la shanjé é lé forcé viv avèk son tan mèm si ou i gingn shové blan pli bonèr k'avan. Mé lé konmsa é pa otroman. Alé ! Mi kite azot rofléshi la dsi é ni artrouv pli d'van. Sipétadyé !

## Billet philosophique

# Des convergences d'idées à l'action commune...

**Ce qui a marqué — entre autres — le débat de plus de 7 heures organisé le 1er février dernier à l'Élysée entre les maires des pays des outre-mer et le président de la République ce sont certaines convergences des idées exprimées par plusieurs élus réunionnais sur les problèmes de La Réunion et sur les solutions à mettre en œuvre. Quels enseignements philosophiques peut-on tirer de cet événement ?**



Thérèse Baillif, présidente du CÉVIF.

**T**out d'abord, retenons qu'après la première intervention d'un maire dans ce débat — celle de Maurice Gironcel, secrétaire général du Parti Communiste Réunionnais —, d'autres élus réunionnais, aux étiquettes politiques diverses, ont mis l'accent sur de graves soucis économiques, sociaux et environnementaux à résoudre au plus vite dans le pays. Outre ces analyses partagées, ces élus ont également tracé des voies convergentes pour résoudre ces problèmes, comme par exemple une réforme institutionnelle innovante, permettant d'ouvrir «une nouvelle page de notre histoire», comme l'a dit l'un d'eux.

Les graves inégalités, pollutions et autres injustices dont est victime le peuple réunionnais, évoquées à cette occasion, ont fait partie des problématiques soulignées aussi lors d'un autre débat : celui organi-

sé le lendemain au Chaudron par l'université Maron sur le thème de "L'école à La Réunion face aux défis des inégalités". À cette occasion, l'universitaire Raoul Lucas, apprécié par les participants à cette rencontre, a notamment souligné que le système éducatif a un grand travail à accomplir pour contribuer à lutter contre les injustices et favoriser l'idéal démocratique au service des Réunionnais les plus pauvres.

### L'importance du dialogue

À partir de là, on peut se poser cette question : quand on voit ces convergences dans le monde politique et dans la société civile réunionnaise, que faisons-nous ensemble à présent afin de mettre en œuvre un projet global et cohérent

pour une société libre, équitable, solidaire et responsable ? Autrement dit, comment passons-nous des belles paroles et des convergences d'idées de plus en plus fortes dans le pays à de l'action commune pour les réaliser ?

Une piste très intéressante pour aller dans ce sens a été présentée le 5 février à Saint-Denis au siège du CÉVIF (Collectif pour l'Élimination des Violences Intra-Familiales), dont la présidente, Thérèse Baillif, a animé un café-débat sur le thème : "Quand le dialogue n'existe plus...". Lors de cette rencontre, l'animatrice et l'ensemble des intervenants ont notamment mis l'accent sur l'importance du dialogue — voire son côté indispensable — pour résoudre les problèmes de nos sociétés à La Réunion comme au niveau international.

Concrètement, cela signifie, comme l'a dit Thérèse Baillif, qu'«il faut éviter le "dialogue de sourds" au bout duquel chacun restera tranché derrière ses positions et c'est la crise»; c'est pourquoi, «par le dialogue, nous devons nous mettre d'accord sur l'essentiel». Et comme l'a dit un intervenant dans ce siège du CÉVIF, qui prône un monde de justice et de paix, «il n'y a pas de démocratie dans notre société sans dialogue». Voilà comment passer des convergences créatives aux engagements actifs...

**Roger Orlu**

# Oté

## Antansyon lé ga, bann rishar i vèye anou !

Zilé zone par isi, zilé zone par la, gran déba par isi, gran déba par laba, référandome sitoïyin par isi référandome sitoïyin par laba. Oplis i shanj, oplis i rès parèye ! An touléka sé sak mi rotien pou l'instan.

Pou kosa ? Pars final de kont tout i koné kèl maladi l'atak nout sosyété é dopi in bon koup de tan. Maladi-la i apèl l'inégalité : lèss bann rish ranpli z'ot pla ! Lèss azot anrishi azot plizanpli é pandan s'tan-la la pa bézoin lité vréman kont la povreté.

Kisoi dann La Frans légzagone, kisoi dann bann péi l'outromèr. É tan k'a fèr sak i vo pou la Frans lé vré pou lo mond antier é sa sé in politik k'i marsh pars oplis i sava oplis in pti trépé d'moun i karsèr bann rishèss pou zot, éin gran kantité d'moun i viv dann la povreté si la pa dann la mizèr.

Antansyon, sa i ari pa konmsa par lo azar, sé in téori in pé la mète an plas dopi dann tan Ronald Reagan, madanm Thatcher ziska zordi avèk Trump, madam la shansélyèr lalmagn, mésyé Macron é konm Brassens téi di : « lo bann ki kouzi avèk dolor ! »...

Dabor i fo in minorité lé plin o zas : bien péyé épi vèrni par l'akimilasyon lo kapital. I fo minorité la i pans sèryèzman èl lé sipèryèr la majorité d'moun : si moin lé bien péyé, sé pars moin sé in onm (sansa in fanm) dé valèr... Pou la mazorité, i fo zot i tir lo dyab par la ké ; i fo i mine azot avèk l'èsploitation kapitalis sansa kolonyallis konmsa o moins i pé fé in bon pli valu dsi lo do la mazorité dmoun.

Donk sé pou di, rantre nou, in sityasyon konmsa sa lé vouli, sa lé kalkilé, sa i ariv pa par azar, mé pars an o-lyé néna demoun i vé sa é i tienbo a sa... plis ké zot i antien la prinèl nout zyé. Mé antansyon, konm i di, bann rishar l'aprè vèye anou.

*Justin*